



**PLANÈTE
TERROIRS**

**Terroirs
&
Cultures
International**



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



Man and
the Biosphere
Programme

Avec le haut parrainage du



et le soutien financier de



AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

Les Deuxièmes Rencontres Internationales «Planète Terroirs»

Enjeux alimentaires :

quelles contributions des terroirs
pour nourrir les Hommes en
cultivant les diversités ?

1er décembre 2011 - UNESCO

9h30 - 17h
Room IV

Dossier du participant

Sommaire

Vers des systèmes alimentaires de proximité fondés sur les terroirs ?.....	5
Discours d'Ouverture de Dominique.....	8
Avant-propos.....	15
Terroirs & Cultures International : un engagement pour le Terroir.....	18
La Charte des Terroirs.....	20
Nos intervenants.....	22
Entretien avec D. Chardon, Président de Terroirs & Cultures International....	30
Entretien avec G. Kalonji, Sous Directrice Sciences exactes et naturelles UNESCO.....	33
Entretien avec J-L Rastoin, Directeur de la Chaire UNESCO «Alimentations du Monde».....	36
Entretien avec J-L Chauvel, éleveur, Président du CORAM.....	38
André Valadier, préface de L'Aubrac, la race d'un pays de résistants.....	40
Nos Partenaires.....	42

Vers des systèmes alimentaires de proximité fondés sur les terroirs ?

Notre planète traverse une crise sans précédent par son ampleur. En effet, nous sommes 7 milliards d'humains et la mondialisation transmet rapidement les chocs qu'ils soient économiques, sociaux ou environnementaux. La crise, par sa gravité, met dans la rue les plus touchés. Elle fait tomber les gouvernements. Elle permet aussi de comprendre la dimension systémique des phénomènes. Elle devrait donc favoriser une meilleure écoute des solutions alternatives au paradigme dominant.

Dans le domaine de l'alimentation, après les turbulences de 2008, et quelques initiatives intéressantes pour tenter d'éviter de nouvelles crises, c'est un peu partout la déception.

Pourtant, les fondamentaux de l'insécurité alimentaire sont toujours présents. Ils s'amplifient en l'absence de nouvelles orientations des politiques agricoles et alimentaires. La situation structurelle est très préoccupante : au moins trois milliards d'individus (43% de la population mondiale) sont mal nourris, soit par carence, soit par excès, soit une combinaison des deux. Au Nord comme au Sud. Cela signifie que le système alimentaire mondial ne parvient pas à remplir sa mission. Il n'assure pas la sécurité alimentaire de tous. Tant du point de vue de la quantité que de la qualité. De nombreux exercices de prospective réalisés en vue de vérifier la capacité de la Terre à nourrir 9 milliards d'habitants en 2050 ont conclu positivement. Ils n'ont toutefois pas approfondis des aspects essentiels comme la santé publique, les équilibres nutritionnels, l'impact social et environnemental, les coûts économiques, les formes d'organisation, etc. Les modèles utilisés se limitent généralement à l'agriculture, et même au mode de production agricole actuellement dominant, alors que le système alimentaire est composé de filières rassemblant de multiples acteurs, mais aussi une très grande diversité de manières de produire, transformer et consommer les aliments en fonction de paramètres territoriaux.

Dans un scénario « tendanciel » on peut ainsi imaginer d'exploiter en 2050 deux milliards d'hectares à des fins agricoles sur la base de 500 000 entreprises d'agribusiness. Outre ces fermes géantes, le système agro-industriel pourrait être composé de quelques dizaines de firmes globales assurant la transformation et la distribution des aliments. De puissants lobbies en font la promotion. La science et le marché sont supposés rendre efficaces ces modèles concentrés, intensifs et financiarisés. Cette logique aboutirait à diviser par mille le nombre d'agriculteurs. De très nombreuses micro-entreprises et PME agroalimentaires structurant les territoires en feraient les frais ; provoquant exode rural, chômage, désertification, perte des diversités.... Comment réduire la vulnérabilité d'un tel schéma aux pandémies animales ou végétales ? Comment gérer les ressources naturelles dans un contexte de changement climatique, face aux grandes problématiques environnementales ? Bref, comment assurer une sécurité alimentaire à tous ? Des calculs prévisionnels, mais aussi le simple bon sens montrent qu'un tel scénario engendrerait des externalités sociales et environnementales insoutenables et une grande instabilité.

Il est urgent de réfléchir et d'agir pour construire un système alimentaire résilient aux contraintes de toute nature, qui vont s'amplifier dans les années à venir, et conforme aux objectifs d'un développement durable.

Dans ce contexte, les terroirs et leur modèle alimentaire de proximité (MAP) et donc la valorisation des cultures alimentaires constitue, dès à présent, un complément pertinent au modèle agroindustriel d'envergure. Demain, probablement une alternative. De quoi s'agit-il ? Tout simplement, de revenir

aux fondamentaux d'une alimentation de qualité. Elle passe par une manière de produire et de consommer les aliments contribuant à une bonne santé individuelle et collective, à l'activité économique des territoires et donc à l'emploi, à la conservation des ressources naturelles et à la valorisation des diversités culturelles et biologiques dans une perspective intergénérationnelle.

En effet, le MAP a comme première exigence une haute qualité organoleptique des produits et un ancrage dans les cultures locales. Voilà qui tisse du lien social ! Cela va intéresser, non seulement les consommateurs régionaux qui souhaite cultiver leur identité, mais aussi tous ceux qui, sont à la recherche d'authenticité : populations émigrées, mais aussi adeptes du tourisme vert. Tous développent ainsi de nouveaux marchés nationaux et internationaux. De plus, l'extraordinaire diversité des produits de terroir permet de composer une diète conforme aux recommandations des nutritionnistes.

Le MAP, c'est aussi une façon différente de produire. Elle correspond à une forte attente des consommateurs depuis la crise européenne de la vache folle de 1995, jusqu'à celle de la bactérie E. Coli. Cette attente est multiple : elle va de la qualité sanitaire des produits alimentaires à une exigence d'information sur la traçabilité des produits, aboutissant ainsi à un véritable système de garantie et de confiance participatif. Demain, elle inclura l'origine des matières premières et les méthodes de production et de transformation, le respect de l'environnement et l'impact local en termes d'activités économiques et d'emplois.

Le « modèle productif » des terroirs constitue le socle du MAP et se trouve en phase avec les impératifs du développement durable pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, l'approche terroir est une forme de gestion intégrée du territoire façonné par des pratiques sociales et culturelles en interaction avec des composantes biogéographiques : le terroir est ainsi – à travers des choix et des techniques de production adaptés au milieu - le garant de la biodiversité, le façonneur de la typicité des produits et le sculpteur des paysages. On peut en donner pour exemple le Beaufort, un fromage français qui combine de façon optimale la gestion de troupeaux, celle des alpages et la fabrication fromagère.

En second lieu, le terroir contribue à la valorisation locale des ressources par les savoirs et les savoir-faire locaux, au sein de filières courtes associant étroitement l'agriculture et l'artisanat ou l'industrie agroalimentaire et les services, avec un effet multiplicateur d'emplois et, par nature, une impossibilité de délocalisation. Et ceci souvent dans des régions où le modèle économique classique ne fonctionne pas ou très mal.

Les terroirs sont aussi basés sur une dynamique d'innovation en associant les produits entre eux (notion de « panier de biens et de services») et avec les activités touristiques, débouchant sur une véritable renaissance de régions considérées comme condamnées au déclin économique. L'exemple de l'Aubrac en France ou celui de Chefchaouen dans le Rif marocain en témoigne. A l'opposé d'une nostalgie, d'un culte de produits traditionnels, le terroir, attaché à ses racines, vit, innove et se développe. Un bon indicateur de cette dynamique est le nombre d'indications géographiques (AOP et IGP) enregistré par la Commission européenne. Il a presque doublé entre 2000 et 2011 ! Il vient de franchir récemment la barre symbolique des mille avec l'AOP « Piacentinu Ennese », un fromage de brebis italien. Toujours dans ce volet économique, la lancinante question du partage de la valeur devrait trouver une réponse plus adéquate dans un MAP qu'au sein de filières longues pilotées par le pouvoir de marché des plus grosses firmes. Car, le revenu des paysans et des acteurs locaux qui sont au cœur de cette dynamique de terroir doit être assuré. C'est une question de dignité dont les conditions sont la reconnaissance et la valorisation.

Enfin, et on retrouve là le quatrième pilier du développement durable, le terroir est à la fois l'héritier et le géniteur d'un mode de gouvernance participatif. En effet, le terroir s'est construit à travers une histoire intégrant étroitement

une communauté humaine et un espace géographique. D'autre part, le terroir ne peut perdurer que s'il est géré de façon collective, dans le cadre d'une démocratie de proximité et de solidarité, mais aussi de progrès. Les formes de gouvernance territoriale que l'on voit se consolider ou émerger un peu partout dans le monde devraient conforter le concept de terroir.

Certes, de nombreux problèmes subsistent pour « nourrir les Hommes en cultivant les diversités techniques, culturelles, économiques » : la problématique liée à la réhabilitation des sols (terre nourricière), de leur rétention en eau, et de la disponibilité de cette eau en quantité et en qualité, l'adaptation aux milieux, la question du prix des produits de terroir, celle du dépassement des individualismes inhérents à l'économie de marché, ou celle des risques de spécialisation productive si on reste sur le seul dispositif des indications géographiques, ou encore celle de l'articulation des échelles de gouvernance locale, nationale, internationale, etc.

Toutefois, la gravité des crises que nous traversons et les nombreux et pressants signaux émanant de la demande sociale viennent confirmer la nécessité d'un changement de paradigme, avec, pour le système alimentaire mondial, la transition progressive d'un modèle hégémonique à de multiples modèles fondés sur des terroirs durables. La tenue des deuxièmes « Rencontres Internationales - Planète Terroirs » le 1er décembre à Paris doit contribuer à la réflexion et ouvrir de nouvelles pistes d'action.

Les signataires :

Dominique Chardon, Président de Terroirs & Cultures International

Jean Louis Rastoin, Directeur de la Chaire en Alimentations du Monde de Montpellier SupAgro

Jacques Lefort, Secrétaire Général de Terroirs & Cultures International

André Valadier, Fondateur de la Coopérative Jeune Montagne à Laguiole, Vice Président Terroirs & Cultures International

Zineb Benrahmoune Idrissi, Fondatrice de l'Association Maroc Nature et Culture (AMNC)

Discours de M. Dominique CHARDON Président de Terroirs & Cultures International pour l'ouverture des Deuxièmes Rencontres Internationales Planète Terroirs

Madame la représentante de l'UNESCO,
Monsieur le représentant de M. Bruno Le Maire,
Mesdames, Messieurs les Directeurs,
Mesdames, Messieurs,

Je suis extrêmement heureux et fier de vous accueillir aujourd'hui, à l'UNESCO, six ans après - quasiment jour pour jour – la tenue de notre première Rencontre Internationale - Planète Terroirs. Ce retour Place Fontenoy, concrétise la collaboration étroite engagée depuis ce premier rendez-vous entre l'UNESCO et Terroirs & Cultures - devenu « International ». au fil de sa jeune histoire, dans sa dénomination et dans son action

En premier lieu je souhaite donc remercier Mme Irina Bokova, sa Directrice Générale.

Madame Lidia Brito, vous qui représentez l'UNESCO soyez, s'il vous plaît, notre interprète auprès d'elle, pour lui dire combien nous apprécions le partenariat et la qualité du parcours réalisé ensemble. Le parrainage accordé à nos trois Forums en est la plus belle signature et nous en mesurons l'importance. J'ose aussi vous demander de transmettre à M. Getachew Engida, Directeur Général Adjoint et à Mme Gretchen Kalonji, Sous-Directrice Générale pour le Secteur des Sciences Exactes et Naturelles ainsi qu'à tous ses collaborateurs notre gratitude pour les appuis accordés afin de permettre la réalisation de cette journée.

Je souhaite également exprimer tous mes remerciements à M. Bruno Le Maire, Ministre Français de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire pour le parrainage accordé à cette journée. Il n'a malheureusement pu se libérer pour nous rejoindre mais, M Stéphane Le Moing, responsable des relations internationales au Ministère de l'Agriculture le représente. Nous aurons plaisir à vous entendre dans quelques instants. Nous sommes sensibles à votre venue et au delà, sachez que nous apprécions l'intérêt accordé à chaque fois à nos projets par votre Ministère. L'accueil des collaborateurs de la DGPAAT rue de Varenne et des conseillers agricoles dans les pays où nous travaillons, sont toujours d'un grand soutien.



J e

veux, de la même façon, associer l'Agence Française de Développement (AFD). Elle nous appuie dans la réalisation de cette deuxième Rencontre comme elle l'avait fait pour le Forum de Chefchaouen. C'est aujourd'hui un « contrat de confiance » renouvelé. Nous vous en remercions vivement et j'espère que nous pourrons continuer à œuvrer de concert sur ces parcelles de la Planète Terroirs.

A cet instant je veux enfin souligner le plaisir que j'ai à accueillir à cette tribune Mme Christine Van Nieuwenhuysse, Directrice de liaison du Programme Alimentaire Mondial à Bruxelles. Madame la Directrice, merci d'avoir accepté de venir nous faire part de votre expertise. Nous apprécions votre venue à sa juste valeur. Comme celle de M. Parviz Koohafkan. Vous arrivez de Rome pour représenter la FAO et ouvrir notre réflexion. Vos contributions à l'un et à l'autre nous honorent. Elles témoignent de la portée de cette journée et nous est essentielle pour répondre à la question qui nous réunit :

Quelles contributions peuvent apporter les terroirs pour nourrir les Hommes en cultivant les diversités?



Une interrogation qui vient prolonger la voie ouverte dans ces murs le 25 novembre 2005. Lors de ces premières Rencontres nous étions alors partis d'une intuition. Nous voulions montrer que les terroirs offraient une voie alternative de développement des territoires ruraux, en permettant aux communautés humaines, partout dans le monde, de tracer un autre chemin. Nous voulions expliquer qu'ils étaient à la source d'une économie locale, respectueuses des hommes et de leurs savoirs-faire, préservatrice des ressources et de la diversité biologique. Ainsi, avec les terroirs, le potentiel fourni par les patrimoines matériels et immatériels n'est pas à classer au rayon des simples éléments folkloriques d'une histoire sans lien avec le présent.

Pour donner corps à notre pensée, une définition et une charte des Terroirs ont été adoptés. Pour établir notre ligne directrice, sous l'égide nos deux secrétaires généraux, Jacques Lefort et Claude Béranger - que je veux saluer dans cette salle - nous avons posé les fondements de notre mouvement :

A quoi, et surtout à qui, peut servir un développement agricole et rural qui ne permet pas d'abord aux Hommes d'avoir une existence digne.

« La réalité de nombreux terroirs vivants nous montre qu'il est possible de penser et d'agir en faveur du respect et du développement de la diversité. Les terroirs présentent des forces, des atouts pour un tel développement. Ils constituent une alternative à la standardisation et à l'uniformisation » avait-on alors écrit. Les terroirs sont les supports d'un développement viable, localisé et ouverts sur le monde, qui s'inscrit pleinement dans une perspective de durabilité et il faut donc permettre leur pérennité.

Que constatons-nous ? La complexité des situations, les réalités - souvent

dramatiques - vécues par de très nombreuses populations dans le monde témoignent des ruptures atteintes. Crises sociales, financières, environnementales, politiques, sociétales et éthiques le diagnostic est sans appel. Les repères volent en éclats. La libéralisation totale des marchés détruit le tissu économique au local comme au global. La biodiversité est attaquée de toute part et nos ressources naturelles disparaissent comme jamais. Que va t-il advenir de notre terre nourricière soumise à toutes les exploitations et toutes les spéculations ? A quoi, et surtout à qui, peut servir un développement agricole et rural qui ne permet pas d'abord aux Hommes d'avoir une existence digne et de faire vivre leur famille? Qui de surcroît, détruit la biodiversité indispensable pour nourrir les hommes. Et pourtant !

Le modèle craque de partout ! Jacques Weber qui, très récemment encore, était directeur de recherches au CIRAD reviendra largement sur ces points.

Face à la pressante demande sociale, il y a une impérieuse obligation, de penser une ère nouvelle et de recréer de l'espoir. Les questions que

nous posons ce matin s'inscrivent totalement dans cette ambition politique. Comment les terroirs peuvent-ils prendre part à dessiner l'architecture d'un cadre de développement alternatif ? Comment peuvent-ils contribuer à nourrir une planète à 7 milliards d'habitants - 9 ou 10 au milieu du siècle - dont les populations quittent la terre, se « littoralisent » pour se concentrer dans des pôles urbains où les populations s'appauvrissent davantage encore. Qu'en adviendra t-il demain avec les conséquences du changement climatique ?

Comment les terroirs peuvent-ils prendre part à dessiner l'architecture d'un cadre de développement alternatif ?

Face aux multiples liens noués entre alimentation, survie des populations, notamment paysanne, création d'emplois et de valeurs ajoutées locales, système agro-alimentaires locaux, maintien des diversités, préservation des cultures, tout particulièrement alimentaires, nous avons la responsabilité de situer la place de « l'approche terroir » dans les maillons de cette chaîne. Cela nous semble d'autant plus nécessaire que nombre d'experts reconnaissent que la question de la faim dans le monde ne peut se réduire à la seule problématique quantitative. Produire aveuglement sans intégrer l'empreinte écologique où l'impact social et culturel ne peut-être la solution !

Sur près d'un milliard de personnes qui souffre de la faim et de la malnutrition près de 70 % sont des petits paysans. Ils vivent dans l'extrême pauvreté. Comment pourrions-nous accepter l'impasse dans laquelle nous conduit la poursuite d'un plan de route purement productiviste. Ce positionnement, pour reprendre une image chère à notre ami disparu Louis Malassis, à qui nous pouvons rendre hommage ici, laisse trop d'Homme en marge du banquet de l'Humanité, la main tendue et le poing rageur? Il l'avait pressenti, c'est intenable.

Reconstruire des itinéraires pluriels de développement

Alors, au sein de Terroirs & Cultures International nous n'avons pas la prétention de répondre à l'ensemble des enjeux posés par la question du développement et de la production de biens alimentaires dans le monde mais, nous voulons renforcer notre réflexion sur la capacité des terroirs à prendre une part encore plus active dans la recherche de solutions face aux besoins impérieux de nourrir convenablement les peuples. Face à l'exigence de renforcer la souveraineté



alimentaire des pays.

L'expérience acquise nous autorise, je le crois, à proposer un cadre de développement local respectueux des communautés humaines, des diversités et des ressources matérielles et immatérielles. Où plutôt devrais-je dire de reconstruire des itinéraires pluriels de développement.

Car, face à la complexité du monde présent, une seule réponse ne peut être viable. Cette solution unique exclut les plus faibles. Quelles capacités auront les régions difficiles et à handicaps naturels à résister au modèle dominant ? Comment ne pas voir que notre Terre a plus que jamais besoin de maintenir ses zones humides. De leur côté les régions sèches méritent autant de considération que les terres fertiles de la plaine. Sinon, comment vivre dans les zones arides du Maroc, à Madagascar, sur les hauts plateaux éthiopiens ou dans les rizières de montagne du Laos ?

Quelle possibilité restera-t-il pour les familles d'exister demain face à une compétition économique qui n'accorde aucun regard à la dignité humaine, aucun crédit à la notion de l'intérêt commun ? Sans régulation dans notre grand village global, que restera-t-il alors du vivre ensemble, du partage et de la solidarité ?

Pour nous, c'est bien cette culture de la différence, de l'adaptation à la réalité des sols, aux microclimats et même parfois, on peut le dire, aux caractères bien trempés des Hommes ; c'est bien la prise en compte des situations spécifiques, de l'eau qui manque ou de la pente trop forte qui nous a amené à penser « l'approche terroir ». Voilà pourquoi nous pensons, qu'elle offre une chance !

En proposant cela, il ne s'agit pas de dicter les conditions du développement à qui que ce soit.

Ni d'imposer au Sud un modèle que nous aurions détruit au Nord pour se donner bonne conscience. Simplement loin de l'image ringarde parfois véhiculée le concept terroir pris dans sa globalité offre un véritable itinéraire de développement. Nous le pensons utile.

Il devient lieu d'expression des cultures où la richesse naît de la valorisation des diversités, de la transversalité des intelligences et du croisement des métiers. La démocratie participative doit en être le moteur car, dans cette dynamique collective la place des communautés humaines, de leurs savoirs-faire, de leurs expériences, tout autant que leur volonté y est majeur. Les produits de terroirs, leur typicité et la protection de leur origine en sont le souffle. Les paysages expriment en partie l'indispensable origine. L'organisation commerciale et les coopératives agricoles initient une économie sociale et solidaire.

La création des « paniers de biens et de services » accompagnée d'une gouvernance territoriale ouvrent la porte à la valorisation économique. Sans quoi rien n'est véritablement durable et encore moins soutenable pour les producteurs, les commerçants, les artisans !

La tenue de trois Forums Internationaux Planète Terroirs nous a très largement confortés dans ces analyses. A chaque fois l'apport croisés des chercheurs et des acteurs nous a permis de confronter les compétences et les expériences mutuelles pour nous donner repères et logiques. Nous avons mesuré l'obligation de sortir de la pensée unique, forcément réductrice, de faire vivre la multiplicité des réponses. Pour faire entendre une voix qui prend en compte la pluralité des approches et intègre les incertitudes du monde du vivant. Alors, bien sûr, comme nous l'indique souvent avec raison notre ami André Valadier : « C'est prendre le risque de quitter le prêt à porter pour aller vers le cousu main ». Agissons en conséquence ! N'y aurait-il pas urgence à mobiliser la recherche agronomique pour étudier, dans le cadre d'une recherche participative avec les agriculteurs les dynamiques de réussite de ces agro-écosystèmes et permettre leur vulgarisation ? Nous savons pouvoir compter sur l'appui d'Agropolis International, du CIRAD ou de l'IAMM pour nous y aider. Nous savons aussi pouvoir mobiliser les compétences de Jean Louis Rastoin, directeur de la Chaire Alimentations du Monde de SupAgro Montpellier, pour travailler aux Modèles Agro-alimentaires de Terroir.

Bien sûr le tâtonnement a marqué nos premiers pas.

Et nous n'avons pas trouvé le remède miracle ! Pourtant je crois pouvoir le dire et m'en féliciter, en équipe de 2005 à 2010, nous avons crédibilisé le concept de terroir, démontré, ses enjeux, ses multiples intérêts et sa réalité. Nous avons montré toutes les dimensions du concept. Un concept qui permet à un lieu spécifique abandonné des grands schémas de développement, de devenir une terre de ressources. Les agricultures fragiles peuvent alors y trouver toutes leurs forces. Je l'ai encore constaté il y a quelques jours, à Deir El Ahmar au Liban, sur cette région montagneuse où avec, le soutien de la Fondation MAVA que je tiens à remercier ici, nous travaillons, depuis plusieurs mois

Conscients de la tâche nous avons commencé à Terroirs & Cultures International à créer les « outils » permettant de répondre présent auprès des acteurs de terroirs, pour les conseiller, les appuyer, les accompagner dans ce cheminement.

Pour échanger, et former. Le lancement en 2011 de notre Institut de Formation (IFAT), initié avec le soutien de la Fondation Internationale Carrefour, que je veux aussi remercier, nous a ainsi permis de recevoir de nombreuses délégations



de Russie, du Maroc, du Liban, d'Ethiopie ; sans parler de la France... Pour donner, autant que recevoir. Bien sûr le travail à accomplir reste immense. Au Nord comme au Sud !

La présence à mes côtés d'un compagnon de route, mon ami Mamadou Cissokho, Président d'honneur du Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (C.N.C.R) et du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), en est pour moi la plus belle expression. Voilà quelques années il m'avait invité à soutenir le combat des paysans Sénégalais lors d'un meeting au stade Léopold Senghor de Dakar. J'ai compris que nous nous inscrivions dans la même cause. Depuis 2005 il a toujours été avec nous pour nous rappeler son combat et, il a bien l'intention de continuer ! Je lui laisserai le soin de nous en donner la primeur car, ensemble nous avons décidé prolonger cette deuxième Rencontre Internationale et d'en faire un « passage », vers d'autres temps de débats et de construction pour 2012. M. Ibrahim Coulibaly, 2ème vice Président du ROPPA, venu spécialement pour nous du Mali, au nom des organisations paysannes d'Afrique de l'ouest, aura aussi l'occasion d'y revenir tout à l'heure.

En y associant, tous nos partenaires et vous qui êtes venus d'Equateur, Sénégal, Cameroun, Hongrie, Japon, Argentine, Maroc, Liban! Et de France je ne l'oublie pas ! Accompagnés aussi des paysans, acteurs de terroirs, aux multiples membres des ONG, ou représentants d'institutions, de centre de recherche de collectivités et d'établissements d'enseignement public et privé qui travaillent avec nous de longue date.

Ainsi que tous ceux qui nous rejoignent pour la première fois ici. Merci à vous. Alors, pourquoi ne pas essayer de relever ensemble ce défi pour le bien de l'Humanité ? Voilà le sens de la longue marche que je vous propose d'ouvrir

aujourd'hui. Et permettez-moi, pour cela, de fixer le cadre de nos réflexions en poursuivant par quelques questionnements :

Par exemple, pour reprendre les propos même de M. Olivier De Schutter, Rapporteur Spécial des Nations Unies pour le Droit à l'Alimentation - malheureusement excusé aujourd'hui : « Comment, passer d'un modèle ruinant l'agriculture familiale pour nourrir les villes à bas prix, à un système augmentant les revenus des ménages ruraux ? Un modèle qui ralentirait l'exode rural. Un modèle apte à améliorer le pouvoir de négociation des travailleurs urbains en créant des effets multiplicateurs sur l'économie locale – bien au-delà du seul secteur agricole? »

Je partage pleinement cet objectif. J'ai la conviction que les exploitations familiales peuvent encore être un atout exceptionnel pour notre agriculture et nos sociétés. Sachons faire confiance aux paysans, à leurs pratiques culturelles et culturelles comme sur leur capacité à inventer et à réagir. Elles sont millénaires. Aidons-les à trouver des réponses dans un progrès technique maîtrisé.

Ainsi n'y aurait-il pas non plus sens - plutôt que de privatiser le vivant - à valoriser les agricultures vivrières de chaque pays afin qu'elles renforcent leur autonomie alimentaire? Pourquoi à ce titre par exemple ne pas réhabiliter ce que l'on désigne, non sans arrière-pensée, les céréales secondaires? Le millet en Afrique ou l'épeautre en Méditerranée ? N'y aurait-il pas priorité absolue à conjuguer tous nos efforts de recherche sur ce domaine ? Pourquoi plutôt laisser la place aux cultures industrielles ou aux cultures d'exportation ? Sans même évoquer la question des agro-carburants, Au nom de quels principes moraux fait-on passer le moteur, avant l'assiette ou le bol?

Ne faut-il pas reconnaître combien, les capacités d'adaptations locales et la valorisation de l'infiniment petit, fournissent des atouts majeurs dans la construction d'une économie marchande? Loin de l'économie virtuelle celle qui se joue d'une poignée de main sur les marchés chaque matin dans des millions de villages.

Pourquoi ne pourrait-on plus faire confiance à nos cépages, à nos variétés, et à la variabilité des semences paysannes ? Ils ont été sélectionnés sur tous les continents par des siècles d'observation d'agriculteurs, d'arboriculteurs, de maraichers. Le travail de sélection des éleveurs pour valoriser les races locales



d'animaux afin de fournir nourriture, énergie et humus mérite une considération identique. Grace à leur rusticité, à leur capacité d'adaptation au milieu, ils expriment une performance essentielle qui ne se mesure plus au seul volume. Jean Luc Chauvel et son équipe du Collectif des Races de Montagne (CORAM) peuvent en témoigner.

Doit-on selon la même logique abandonner les cultures alimentaires des peuples qui sont au cœur de nos vies et de nos identités? Plier définitivement les liens vivants entre le sol, la cuisine et le repas quelque en soit sa forme. N'est-ce pas eux qui structurent pourtant nos journées, nos vies familiales et nos existences sociales!

N'est ce pas tout cela qui fait cela la vraie richesse d'une terre devenue « village global » et qui doit donc respecter tous ses hameaux.

Tout cela exige non seulement la mobilisation des organisations paysannes et rurales, celle des sociétés civiles dans le monde dans la variété de leurs

acteurs, mais aussi celle des Etats. Nous avons bien noté sous l'impulsion de la France la volonté de mettre l'agriculture et la sécurité alimentaire au cœur des priorités du G20. Le plan d'action sur la volatilité des prix alimentaires et sur l'agriculture adopté à Cannes témoigne d'une prise de conscience. Il faut poursuivre. Pourquoi ne pas pleinement intégrer toutes ces dimensions au sein de l'UPM, à l'OMC où dans la future PAC qui se dessine. Et le rendez-vous à venir de Rio+20 n'est il pas une belle opportunité « d'enfoncer le clou » ? Voilà, le champ d'action qui s'ouvre nous. Il est immense nous en avons conscience. Mais nous en avons la conviction que l'enjeu le mérite largement.

En conclusion j'emprunterais ces mots d'Edgar Morin :
« L'espérance est ressuscitée au cœur même de la désespérance. L'espérance n'est pas synonyme de d'illusion. L'espérance vraie sait qu'elle n'est pas certitude. Mais elle sait qu'elle peut se frayer un chemin en marchant.»

Je vous remercie. Bonne journée à tous.

Avant - Propos

Les territoires locaux, dans leurs diversités culturelles et biologiques mobilisés selon la démarche terroir, peuvent-ils contribuer à résoudre les enjeux alimentaires dans le monde ?

En novembre 2005, la tenue des premières Rencontres Internationales « Planète Terroirs » organisées avec l'UNESCO, a permis de définir le concept de terroir, d'en poser les fondements et d'en présenter tous les enjeux. Ce fut la première étape de la construction de la Dynamique « Planète Terroirs ». Elle a donné lieu depuis à la mise en place de multiples actions pour construire le mouvement, rassembler les compétences existantes (chercheurs/acteurs), démontrer la réalité et le bien fondé de l'approche terroir ou encore travailler aux conditions de sa mise en œuvre et de sa réussite.

Les trois Forums Internationaux « Planète Terroirs » qui en 2006, 2008 et 2010 ont succédé aux Rencontres Internationales, ont été les éléments majeurs de cette démarche. Ils ont montré combien l'approche terroir pouvait être une des réponses possibles à des problématiques spécifiques de développement sur l'ensemble de la planète dans le respect et la valorisation des communautés humaines et des diversités locales. Le dernier rendez-vous de Chefchaouen au Maroc a tout particulièrement montré la nécessité et l'importance de son appropriation par les pays du Sud.

A la suite de cette phase de réflexions et d'échanges concernant le concept de terroir, il est nécessaire à présent d'engager une phase active de développement et de « vulgarisation » sur des terrains multiples, permettant d'en démontrer la faisabilité. Il est désormais essentiel d'agir et de montrer combien le terroir fournit un itinéraire de développement durable et constitue une des réponses possibles aux différents enjeux actuels et préoccupants pour notre avenir.

La question de la nourriture des peuples, de la qualité de leur alimentation, de la souveraineté alimentaire des pays, des liens multiples noués entre alimentation, survie des populations, création d'emplois et de valeur ajoutée locale, système agro-alimentaires locaux, maintien des diversités, préservation des cultures, s'inscrit dans la dimension que Terroirs & Cultures International donne à son action.

La lutte contre la pauvreté, la misère, le combat pour la dignité des Hommes en sont totalement dépendants. A travers notre cheminement engagé depuis 5 ans, nous essayons modestement d'apporter des solutions à cette problématique. C'est dans ces perspectives que s'ouvrent à présent les deuxièmes Rencontres Internationales « Planète Terroirs ».

L'Approche terroir : une réponse possible ?

L'actualité nous rappelle cruellement combien, dans un contexte de crise du modèle de développement qui se manifeste par des conséquences environnementales et économiques, la situation alimentaire est critique, parfois dramatique, dans plusieurs régions du monde.

Il n'est pas de notre ambition de répondre à l'ensemble des enjeux posés par la question de la faim dans le monde, ni de proposer des solutions aux

situations d'urgence comme celles vécues actuellement dans la Corne de l'Afrique. Mais la Sécurité alimentaire, en tant que « Droit à l'alimentation » et « Souveraineté alimentaire » constitue une exigence par rapport à laquelle nous avons le devoir de situer la place des terroirs. En effet, cette notion peut se définir comme la capacité d'un pays d'assurer à tous ses habitants et donc aux consommateurs une alimentation satisfaisante du point de vue quantitatif, qualitatif et socioculturel, c'est-à-dire : une alimentation répondant aux critères du développement durable. Une telle capacité suppose donc une mobilisation de tous les moyens nationaux, c'est-à-dire des hommes et des territoires.

L'objet de cette journée est donc de réfléchir sur la capacité des terroirs à prendre une part encore plus active dans la recherche de solutions face aux besoins alimentaires, à la qualité de l'alimentation et à son impact sur la santé en proposant un cadre de développement local respectueux des communautés humaines, des diversités et des ressources matérielles et immatérielles. Il est également essentiel de relier ces réflexions aux grandes échéances nationales et internationales : Conférence Générale l'UNESCO d'octobre 2011 et 40ème anniversaire de la création du programme MAB , Consultation du Comité de la sécurité alimentaire (CSA) de la FAO, sur la gouvernance de la sécurité alimentaire, suite du « G 20 Agricole » de juin 2011, Conférence RIO + 20 en 2012 au Brésil, Réforme de la PAC en 2013...).

En effet, la démarche « terroir » a montré la capacité de mobilisation des hommes des territoires locaux à développer des productions valorisant durablement les potentialités et les identités locales. Il est essentiel de confronter les besoins alimentaires relatifs aux situations de sous-nutrition et/ ou de malnutrition avec cette démarche terroir. Celle-ci a permis de (re)localiser des filières de production/transformation et donc augmenter les valeurs ajoutées et les emplois locaux tout en mettant sur le marché des produits de qualité et marqués de cette identité, de cette typicité locale. Elle a été développée selon une logique agro-écologique, c'est-à-dire suivant des règles et des techniques de gestion durable des ressources naturelles et prenant en compte les pratiques et savoirs locaux, les acquis scientifiques, ainsi que les ressources disponibles localement. La grande diversité des territoires ruraux peut faire penser à une grande diversité de produits alimentaires qui pourrait être mobilisés et développés selon cette démarche. En outre, le développement des territoires peut être un atout considérable dans la lutte contre la pauvreté, outil essentiel dans ce combat contre la faim. L'approche terroir est ainsi un enjeu majeur pour les Pays du Sud comme l'a montré par exemple l'expérience du Maroc avec l'élaboration du Pilier II du Plan Maroc Vert.

Une mobilisation de cette approche terroir nécessite de travailler sur de nombreuses questions et actions pour permettre sa mise en œuvre:

De nombreuses questions restent bien sûr à résoudre afin que les terroirs puissent prendre une part active dans ce défi alimentaire.

Elles portent sur les modèles agro écologiques pour associer durabilité, diversité et développement des territoires : ressources du milieu, biodiversité, systèmes de production/transformation, transports, etc. compte tenu, bien sûr, du changement climatique.

Elles concernent les modalités permettant aux cultures vivrières de devenir des produits de terroir, notamment quant au handicap, du point de vue de la

sécurité alimentaire, des coûts de production et de commercialisation pouvant conduire à des prix plus élevés que ceux des produits agroindustriels de masse. De même l'importance des problèmes fonciers et de la surexploitation des sols, véritables limitations à toute dynamisation des territoires locaux sont à étudier. Elles nécessitent enfin que les expériences disponibles soient identifiées afin d'ouvrir des pistes dans une mobilisation locales des territoires contre la faim, à travers une démarche terroir et ce en lien avec la recherche et le monde scientifique.

Les questions concernent également les modalités de mobilisation des terroirs et des communautés humaines notamment en terme de politiques locales, nationales et internationales, envisageables pour mettre en œuvre des solutions ; mais aussi en terme de mobilisation des petits producteurs, acteurs incontournables des territoires et des démarches terroirs ainsi qu'en terme de rapport entre les terroirs, les paysans et les consommateurs, ceux qui attendent des solutions pour le développement et contre la faim.

Les résultats attendus sont essentiellement dans cinq domaines :

Toutes ces questions constituent un vaste programme de travail que cette journée devrait être à même d'aborder et, à ce titre, plusieurs résultats importants - seront attendus.

- le renforcement de l'identification d'expériences et de projets permettant de constituer des références pour dégager des méthodes et des politiques valorisant la diversité des territoires.
- une réflexion sur les démarches et les conditions qui pourraient permettre une mobilisation de terroirs autour de la sécurité alimentaire en termes quantitatif et qualitatif.
- une interaction entre des spécialistes venant d'horizons divers (Institutionnels, acteurs locaux, chercheurs...) autour de ce thème, permettant de créer des conditions de travail et d'échanges beaucoup plus favorables à la recherche de solutions d'avenir.
- une identification des territoires intéressants de par leurs identités et leurs potentialités de façon à conforter un réseau de Terroirs pouvant comparer leurs expériences et leurs méthodes.
- une sensibilisation des acteurs et des décideurs de façon à ce que les instances concernées puissent prendre en compte la mobilisation des terroirs dans leurs diversités au sein de la lutte contre la pauvreté et pour l'alimentation des hommes.

Terroirs & Cultures International

Créée en janvier 2003, « Terroirs & Cultures International » rassemble des professionnels et des chercheurs, de plus en plus nombreux. Ils œuvrent ensemble à la construction d'une politique alternative durable sous le signe de la spécificité et de la diversité.

Dans ce sens, notre association porte et promeut les dynamiques des Terroirs. Elle se veut par ailleurs un carrefour d'expériences novatrices et de réflexions, un laboratoire d'idées où s'élabore une pensée libre, pour débattre et combattre.

Des liens renforcés avec l'UNESCO dans le temps

- Acquisition du Haut Patronage pour les Forums « Planète Terroirs », en 2006 (Aubrac), 2008 (Dentelles de Montmirail) et 2010 (Chefchaouen)
- Participation aux Conférences Générales de l'UNESCO de 2007 et 2009.
- Mise en place du Programme Recherche – Actions sur le développement de la valorisation de Terroirs en Méditerranée
- Juin 2011 : Dépôt de candidature de Terroirs & Cultures International afin de devenir Organismes ayant des relations opérationnelles auprès de l'UNESCO

Les Rencontres Internationales « Planète Terroirs »

Les Premières Rencontres Internationales « Planète Terroirs - UNESCO » organisées par l'association Terroirs & Cultures International, en 2005, ont marqué la première collaboration avec l'UNESCO.

Elles ont permis de lancer la dynamique « Planète Terroirs » en posant les fondements de notre démarche et en adoptant la Charte Internationale des Terroirs. Depuis, plusieurs actions ont été réalisées au cours des années renforçant ainsi les relations entre Terroirs & Cultures International et l'UNESCO.

Ont collaboré aux Premières Rencontres Internationales :

Mamadou Cissoko, Président d'honneur du Réseau des Organisations Paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest, Elizabeth Barham, Sociologue à l'Université du Missouri (Etats-Unis), Jean Bonnal, Chargé du Développement Rural au Service des Institutions Rurales et de la Participation à la FAO, Katérina Stenou, Directrice de la Division des Politiques Culturelles et du dialogue interculturel à l'UNESCO, Claude Béranger, Agronome, Bernardo Sanchez, Directeur Général Exécutif de Monoprix...

Un engagement pour le Terroir

L'association Terroirs & Cultures International rassemble des femmes et des hommes d'horizons, de compétences et de métiers divers, qui agissent pour la reconnaissance et la valorisation des terroirs dans le monde.

Terroirs & Cultures International : Une recherche de sens et de réponses alternatives des services aux acteurs

Pour le maintien des diversités biologiques et culturelles face à l'uniformisation et à la standardisation. Pour un « projet » économique et territorial alternatif. Pour une mondialisation plus humaine.

Éditer et communiquer largement le résultat de nos travaux, nos recherches et nos résolutions.

Favoriser et organiser une réflexion scientifique, un débat et des échanges autour du concept de terroir conçu comme une réalité complexe : Sociologique, économique et culturelle, du local au global.

Transmettre, par le biais de formations et d'échanges, notamment paysans, les différents savoirs théoriques et pratiques, les valeurs locales et universelles, les patrimoines culturels associés aux terroirs.

Soutenir les actions qui préservent et enrichissent les terroirs, leur patrimoine, entretiennent la biodiversité et valorisent les qualités notamment organoleptiques des produits.

Réfléchir, initier et accompagner de nouveaux itinéraires de développement viable et durable.

Défendre et promouvoir les terroirs du monde ainsi que le maintien de la diversité des cultures alimentaires à travers les savoir-locaux (productions, transformations, cuisines...).

La Charte des Terroirs

ARTICLE 1

Les terroirs et les produits de terroirs constituent un vaste patrimoine culturel et biologique dont la diversité est essentielle dans le contexte de standardisation et d'uniformisation engendré par la mondialisation des échanges. Les terroirs sont des espaces uniques pour contribuer au développement durable des patrimoines culturels et biologiques, des modes de production et des systèmes alimentaires, à la satisfaction des besoins des consommateurs et à la cohésion des sociétés.

Au titre de ces diverses contributions au développement des sociétés et des économies, ils doivent être reconnus par la communauté internationale.

ARTICLE 2

Les terroirs sont le plus souvent porteurs de cultures alimentaires fortement identitaires. Par les liens étroits entre produits de terroir, culture alimentaire locale et savoirs traditionnels, les terroirs contribuent au renforcement de la sécurité alimentaire des peuples, à leurs échanges mutuels et à leur développement durable.

En outre, face aux enjeux posés par le développement exponentiel des méthodes et des techniques de production agricole et alimentaire actuels, les cultures alimentaires des terroirs se trouvent au centre des attentes de nombreux consommateurs tant en termes de nutrition, de santé qu'en termes d'authenticité et de racines culturelles.

ARTICLE 3

Les terroirs et leurs produits doivent pouvoir occuper toute leur place dans l'économie et le commerce aux niveaux local, régional, national et mondial. Pour cela, ils doivent bénéficier d'une reconnaissance publique et d'une protection juridique des dénominations géographiques et des savoir-faire locaux, critères de la qualité et de la richesse de leur diversité. Le droit de propriété intellectuelle attaché aux produits du terroir est, à ce titre, un élément essentiel.

ARTICLE 4

Les terroirs, espaces géographiques vivants et innovants, s'appuyant sur des milieux physiques, biologiques et humains spécifiques, ainsi que sur des savoirs, savoir-faire et qualifications des hommes, sont des lieux de créativité et des outils de mise en œuvre du développement durable.

A ce titre les terroirs doivent faire l'objet de recherches et d'études avancées afin de tirer les leçons de l'existant et d'encourager les innovations et initiatives répondant de manière durable aux questions d'identité (culture, alimentation, reconnaissance juridique et valorisation des produits), de gestion responsable (patrimoine biologique, modes de production, environnement, paysage) et de développement économique.

A cette fin, il convient de promouvoir les techniques et les organisations favorables à l'émergence, la progression et au renouvellement des terroirs.

ARTICLE 6

Les terroirs hébergent de nombreuses initiatives de valorisation du patrimoine culturel. En s'appuyant sur ces exemples, un réseau international de sensibilisation, d'information et d'action réunissant tous les acteurs concernés (OIG, ONG, institutions académiques et scientifiques, société civile, entreprises, pouvoirs publics...) devrait être constitué en fédérant les acteurs des terroirs, groupements ou individus conscients de ces enjeux.

Il est également indispensable d'accroître la sensibilisation, l'information et l'implication des institutions concernées pour répondre aux enjeux culturels des terroirs.

De même les acteurs des territoires et les populations doivent être informés et formés à ces questions de développement durable des terroirs : événements, expositions, outils multimédia, etc.

ARTICLE 7

Toutes les forces vives des terroirs en appellent aux institutions internationales pour assurer leur rôle de plate-forme internationale dans la poursuite de la recherche, du dialogue et de l'information.

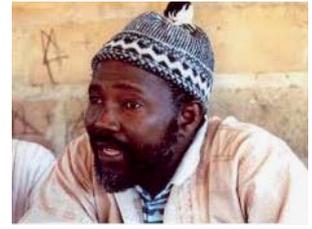
INTERNATIONALISER ET DEFINIR LE MOT TERROIR

« Un Terroir est un espace géographique délimité défini à partir d'une communauté humaine qui construit au cours de son histoire un ensemble de traits culturels distinctifs, de savoirs, et de pratiques fondés sur un système d'interactions entre le milieu naturel et les facteurs humains. Les savoir-faire mis en jeu révèlent une originalité, confèrent une typicité et permettent une reconnaissance pour les produits ou services originaires de cet espace et donc pour les hommes qui y vivent. Les terroirs sont des espaces vivants et innovants qui ne peuvent être assimilés à la seule tradition. »

Nos Intervenants

Mamadou Cissokho

Mamadou Cissokho, est le Président d'Honneur du Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) et du Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR) du Sénégal. Mamadou Cissokho est un leader paysan peu ordinaire. Son itinéraire se confond avec celui du mouvement associatif sénégalais dont il est l'un des principaux bâtisseurs. Au fil des ans, il a créé diverses associations dont la Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal (FONGS) et le Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR), une plate-forme qui représente trois millions d'agriculteurs, d'éleveurs, de pêcheurs, d'exploitants forestiers, d'horticulteurs, etc. En septembre 1999 à Ouagadougou, il a initié un réseau des organisations paysannes de l'Afrique de l'Ouest, lequel voit le jour à Cotonou au mois de juillet 2000. Dans un franc parler peu habituel, ce paysan hors du commun et interlocuteur incontournable de la société civile sénégalaise donne son point de vue sur les questions de développement rural et retrace les étapes de la construction du mouvement paysan sénégalais... Il plaide pour la démocratie et pour la consolidation de l'intégration économique de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. Il est également le premier président du Fonds national de recherche agricole et agroalimentaire (FNRAA) du Sénégal.



Dominique Chardon

Dominique CHARDON, originaire de Lignières de Touraine (Indre et Loire), est agriculteur à Bellegarde, dans le Gard, situé sur le plateau des Costières de Nîmes. Depuis plus de 20 ans, exploitant agricole, il mène une agriculture biologique (maraîchage, viticulture, oléiculture et arboriculture) avec son épouse et ses enfants.

Président Délégué de la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc après avoir été Président de la Caisse Régionale du Crédit Agricole (CRCA) du Gard, Dominique Chardon a également occupé les fonctions de Président de la Sopexa (Société d'Exportation Alimentaire, Vins et Art de vivre) de 1997 à juin 2009. Président fondateur de l'IFOCAP Méditerranée (Institut de Formation des Cadres Paysans) et de Terres en Fêtes, il a été Président de coopératives, Secrétaire Général de la FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats des Exploitants Agricoles) jusqu'en mars 2005, et Président de l'IFOCAP National jusqu'à fin 2004. Président et Fondateur de l'association Terroirs et Cultures, en 2003, il a initié avec l'Unesco la création du réseau « Planète Terroirs », s'attachant ainsi à construire des propositions innovantes visant à fédérer les acteurs et à assurer la promotion des terroirs, à garantir leur pérennité culturelle, paysagère, biologique, sociale et économique.



Lidia Brito

Lidia Brito holds an undergraduate degree in Forest Engineering from Eduardo Mondlane University (Mozambique) and MSc and PhD degrees in Forest Sciences from Colorado State University (USA). As the first Minister of Higher Education, Science and Technology of Mozambique (2000 – 2005) and Deputy Vice-Chancellor of Eduardo Mondlane University (1998-2000) she accumulated extensive experience in the fields of higher education, science and technology, ICT and innovation policies and programmes. Recently, Lidia Brito has served as the Advisor of the Mayor of Maputo for Strategic Planning and External Relations.

She has more than 20 years' working experience in the fields of forestry, traditional energy (biomass and charcoal), wood science and technology as a lecturer, researcher and consultant for Eduardo Mondlane University and other national and international institutions, promoting sustainable development, and community management and development both in Mozambique and in Africa in general.

She has extensive diverse experience working with local, national, and international organizations mainly in technical expertise and political support in good governance issues, energy, higher education, science and technology, ICT and their impact on social development. She has served as member of many boards, such as the UNESCO-IHE Governing Board (ongoing), UNESCO-NEPAD High-Level Group; United Nations University Council (ongoing), the Advisory Board of the Community Development Carbon Fund and the Steering Committee for the programme on Sustainable Management of Forests in Africa (ongoing).

She has participated in several congresses and world summits and has presented keynote addresses and papers related to development issues and other associated subjects.

Christine van Nieuwenhuyse

Christine van Nieuwenhuyse a été nommée en septembre dernier par le Directeur exécutif du Programme Alimentaire Mondial, directrice du Bureau de Liaison du PAM à Bruxelles.

Elle vient des territoires palestiniens occupés, où elle a servi comme représentante du PAM et directrice de pays depuis 2008. Avant d'occuper ce poste, elle a agi comme directrice régionale adjointe à Dakar. Elle a également occupé au siège du PAM à Rome, le poste de Conseillère principale de programme pour le département « Service des politiques et de la nutrition », en tant que Directrice adjointe de pays en Inde, agissant dans les domaines de la nutrition et de la sécurité alimentaire, à Rome dans le service d'urgence, et au Burkina Faso comme chef de programme en 1984. Christine travaille pour le PAM depuis 28 ans.

Mme Christine Van Nieuwenhuyse est mariée et a deux enfants. Ressortissante belge, elle vit à l'étranger depuis plus de 30 ans. Elle détient une maîtrise en droit public international de l'Université de Louvain (Belgique) et un diplôme d'études supérieures en nutrition de l'Université de Montpellier (France).



Stéphane Le Moing

Diplômé de Sciences Po Paris et de l'ENA, M. Stéphane Le Moing a été successivement :

- chef du bureau du budget au ministère de l'agriculture (1988-1992)
- conseiller chargé des affaires financières au ministère des départements et territoires d'Outre-Mer (1992-1993)
- conseiller commercial au poste d'expansion économique de New Dehli (1993-1995)
- conseiller commercial au poste d'expansion économique d'Ottawa (1995-1998)
- conseiller chargé du budget au ministère de l'agriculture et de la pêche (1998)
- sous-directeur des affaires européennes au ministère de l'agriculture et de la pêche (1998-2007)
- chef du service des relations internationales au MAAPRAT depuis 2007



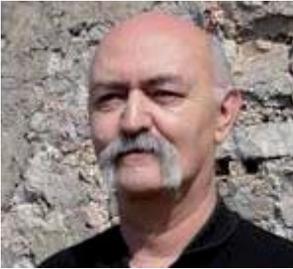
Parviz Koohafkan

Dr. Parviz Koohafkan is presently the Director of Land and Water Division, Natural Resources Management and Environment Department of FAO and the coordinator of the Globally Important Agricultural Heritage

Systems Initiative. He started his career in Iran as assistant professor in ecology and then as a professor of Forest Ecology in Ecole National du Génie Rural des Eaux et Forêts in Montpellier, France. He then held several senior positions in FAO including the positions of Director of the Climate Change and Bio-energy Division, and the Director, Rural Development Division in the Sustainable Development Department of FAO.

Dr Koohafkan has a engineering degree in Agronomy and Natural Resources Management from University of Teheran, Iran, a Master degree in General and Applied Ecology and a Ph.D. degree from the University of Sciences and Techniques of Montpellier, France.

Dr. Koohafkan is the pioneer and coordinator of the UN Partnership Initiative on "Conservation and Adaptive Management of Globally Important Agricultural Heritage Systems (GIAHS)" funded by the Global Environment Facility, FAO, IFAD and several donors and presently implemented in more than 10 countries. Iranian and Italian nationality, Dr. Koohafkan is the author of several books and publications on biodiversity, agro-ecology, natural resources management, climate change and sustainable development. His most recent work is the publication of the "State of the World Land and Water Resources for Food and Agriculture, Managing systems at Risk" and the book entitled "Enduring Farms: Climate Change, Smallholders and Traditional Farming Communities" co-authored by Professor Miguel Altieri from University of Berkeley California.



Jacques Weber

Jacques Weber est économiste et anthropologue, directeur de recherche du Cirad (centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), chargé de conférences à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales depuis 1992, et à l'Université Paris 6- Pierre et Marie Curie. Il a également été chercheur de l'Orstom (aujourd'hui Ird) de 1971 à 1983; directeur du département d'économie de l'Ifremer (Institut de recherche sur la mer) de 1984 à 1993. Il crée et dirige une unité de recherche (Green) au Cirad et est à la direction de l'Institut Français de la Biodiversité de 2002 à 2008. ces travaux sont axés sur deux types de préoccupations. La première est relative à la gestion des ressources renouvelables (forêts naturelles, faune, flore, pêcheries...) et la biodiversité. La seconde préoccupation porte sur la façon dont des sociétés différentes confèrent à des biens donnés un statut de « richesse », puis les font circuler. Ces travaux ont pour enjeu, comme ceux du premier type, de comprendre les déterminants de la durabilité des sociétés. Membre de plusieurs comités scientifiques nationaux et internationaux, membre correspondant de l'Académie d'Agriculture et membre du Conseil économique du développement durable (Cedd), membre du Conseil Scientifique du Patrimoine, de la Nature et de la Biodiversité (CSPNB), il est vice président du comité français du MAB (programme l'Homme et la biosphère de l'Unesco). Il est également membre du Comité de veille écologique de la Fondation Nicolas Hulot ; président de l'Association française des Petits Débrouillards (AFPD) et membre de plusieurs comités de lecture de revues scientifiques internationales et de plusieurs sociétés savantes internationales.

François Casabianca

François CASABIANCA est zootechnicien des systèmes d'élevage à l'Institut National de Recherches Agronomiques (INRA) au département SAD (Sciences pour l'Action et le Développement) en France. Il est directeur du Laboratoire de Recherches sur le Développement de l'Élevage, localisé à Corte, au cœur des montagnes de l'île de Corse. Les recherches qu'il conduit visent à analyser la contribution des activités d'élevage dans les démarches de construction de territoires de production. C'est dans cette logique qu'il privilégie les problématiques liées aux ressources génétiques constituées par les populations animales locales dans leurs enjeux de gestion collective, à la qualification territoriale des produits sous Indication Géographique, et plus récemment aux systèmes d'information sur la surveillance des maladies émergentes.

Ses travaux visent à faire le lien entre l'analyse des dynamiques organisationnelles (partage des responsabilités / fonctions d'apprentissage, inclusions / exclusions) et la constitution de référentiels techniques (formalisation de la culture technique, opriétés des objets techniques, codification des savoirs). Ses résultats portent donc à la fois sur la caractérisation des actes techniques pertinents et sur l'appropriation des corps de règles par les opérateurs. Ils intéressent plus largement les dynamiques à l'œuvre dans les territoires, autour de l'appropriation et l'activation des ressources collectives – en particulier les races animales et les produits de terroir– et les différenciations sociales induites.



Jean - Louis Rastoin

Docteur d'Etat en sciences économiques et agrégé de sciences de gestion. Il est actuellement professeur d'économie et gestion des entreprises à Montpellier SupAgro et directeur de l'unité mixte de recherche CIHEAM-IAMM/CIRAD/INRA/IRD/Montpellier SupAgro



« Marchés, organisations, institutions et Stratégies d'Acteurs » (UMR MOISA). Il a dirigé durant 10 ans le Master de recherche « Economie et Gestion du Développement Agricole, Agroalimentaire et Rural » co-habilité entre l'université Montpellier 1 et l'Agro Montpellier. Il a auparavant occupé des fonctions de conseiller auprès du Ministère fédéral de l'agriculture du Brésil, de responsable du Plan à Renault Agriculture SA, de professeur à l'université Jean Moulin-Lyon III et de directeur de département au CIRAD. Son enseignement et ses recherches portent sur l'économie et les marchés agroalimentaires et les stratégies d'entreprises. Auteur de plus de 200 communications et publications scientifiques, il a présidé durant six ans l'Association Internationale d'Economie Alimentaire et Agroindustrielle (AIEA2), dont il est aujourd'hui vice-président. Il est correspondant national de l'Académie d'agriculture de France. Depuis le printemps 2011, il tient une part active dans l'animation de la Chaire UNESCO «Alimentations du monde » à Montpellier.

Ibrahima Coulibaly

Vice-président du ROPPA (Réseau des Organisations Paysannes Professionnelles d'Afrique de l'Ouest), président - fondateur de la Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali (CNOP), Ibrahima Coulibaly s'est fortement impliqué dans la mise en place de la nouvelle loi d'orientation agricole du Mali.



Il s'est attaché à y faire reconnaître le droit à la souveraineté alimentaire. Il faisait notamment partie du panel d'experts réunis pour la table ronde du CSA portant sur la volatilité des prix.

Partisan d'une agriculture paysanne et familiale, qui renforce l'autonomie des paysans, M. Coulibaly s'oppose à l'utilisation des Organismes Génétiquement Modifiés en agriculture. En septembre 2005, il témoigne en faveur de José Bové devant la Cour d'Appel de Toulouse où il explique que les paysans du sud n'ont pas besoin des OGM.

M. Coulibaly est également membre de l'AOPP - Association des Organisations Paysannes Professionnelles du Mali. Sous son impulsion, la CNOP a adhéré à la Via campesina lors de la IV Conférence internationale qui s'est tenue au Brésil en juin 2004.

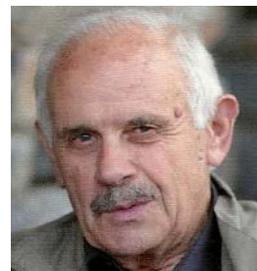


Bernard Hubert

Bernard Hubert, born in 1947, is Directeur Scientifique from the Scientific Sector Society, Economy, Decision in charge of Sustainable Development issues of INRA, the French National Institute for Agricultural Research (where he is Director of Research). Until 2002 he was the head of the Département de Recherche sur les Systèmes Agraires et le Développement (SAD), now Département des Sciences pour l'Action et le Développement. He trained as an ecologist and spent ten years studying rodent ecology in West Africa before joining INRA. He was then put in charge of a research team investigating grazing systems in Mediterranean rangelands in relation to fire hazard prevention. His own work dealt with grazing management in small ruminant farming systems and with co-operation among rural activities (farming, forestry, hunting, etc.) in managing landscapes. That for, he developed investigations on the relations among stakeholders, forms of collective organisation and learning processes. He has been in charge of the co-ordination of two EC projects within the Agrimed and the CAMAR Programmes. He is now co-ordinating an accompanying measure of FP5, the LEARNing project. He is one of the three Redactor's in Chief of the Scientific Journal Natures Sciences Sociétés edited by Elsevier Int. Since 2003, he is in charge of a set of conferences on "Sustainable Development and Scientific Research: opportunity or re-foundation?" at the Ecoles des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS, Paris).

André Valadier

Originaire de Laguiole, André Valadier a pris la succession en 1952 de l'exploitation de son père, éleveur sur l'Aubrac. Dès 1956, après 2 ans de service militaire, il s'engage dans le syndicalisme et la coopération, et au sein du Crédit Agricole et de la Chambre d'Agriculture. Maire de sa commune de 1970 à 2002, il siège au Conseil Régional de Midi-Pyrénées où pendant 18 ans il préside la Commission Agriculture et Économie Rurale. Actuellement relayé par ses 2 fils en GAEC, il a présidé la Coopérative Jeune Montagne dont il fut l'un des fondateurs (1960 – 2010). Il assure également la présidence du Syndicat des Communes de l'Aubrac, celui de l'Aveyronnais et la Vice présidence de l'INAO. Il est enfin Président de l'AOC Laguiole.





Zineb Benrahmoune Idrissi

Agricultrice, praticienne de l'agroécologie/permaculture à Shoul sur un site privé Enseignante chercheuse à l'Ecole Nationale Forestière d'Ingénieurs Enseigne « l'initiation à l'écologie et gestion/gouvernance des ressources naturelles » dans divers masters universitaires à Rabat - A participé à divers projets de développement liés aux ressources naturelles au Maroc et forme à l'agroécologie auprès de Terre et Humanisme Maroc . Cofondatrice de diverses associations marocaines (ex-présidente et fondatrice de l'association Maroc Nature et Culture). Coauteur de « Invitation à l'amour des plantes » édition scriptura Encadre et accompagne les agriculteurs en agroforesterie/ agroécologie Partie prenante dans la recherche-action liée à la gouvernance et à la gestion durable des ressources naturelles autour du SIBE de Brikcha"



Jacques Lefort

Jacques LEFORT est ingénieur agronome, ingénieur en agronomie tropicale. Il a notamment travaillé sur le développement rural et l'aménagement des territoires ruraux en France et dans de nombreux pays du sud (au Maghreb, à Madagascar et Océan Indien, en Afrique,...) tant au BDPA qu'à la SEDES. Il a dirigé la formation puis des départements de recherche au CIRAD (Systèmes agraires puis Cultures annelles). Ses travaux de recherche ont concerné des pays d'Amérique latine, d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et de Méditerranée. Il a été Président Scientifique d'Agropolis Museum. Il est actuellement secrétaire général de Terroirs & Cultures International.

Dunia El Khoury

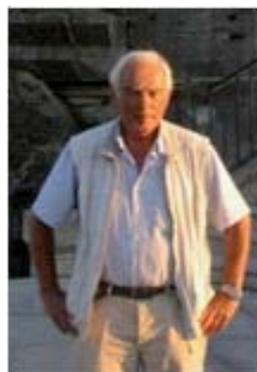
En 1991, Elle lance l'initiative pour la contribution de la femme dans le développement rural durable à Deir El Ahmar au travers de la fondation de "L'Association des Femmes de Deir El Ahmar " -WADA -(ONG). La vocation de cette association est de donner les moyens aux habitants de la région et surtout aux femmes d'améliorer leur niveau de vie grâce à leur savoir faire et à leur ressources naturelles et humaines. En 2002, l'association WADA reçoit le Prix accordé par les Nations Unis, UN Habitat et la Municipalité de Dubai- pour des initiatives exemplaires au niveau international. Grâce à ce prix ce projet est repris au niveau national et international . Elle a été la représentante du Conseil des Femmes Libanaises dans la Bekaa et membre fondatrice du groupe d'action local - GAL "Via Appia Baalbeck " Depuis 2011, elle est membre du groupe de formation " Terroirs & Cultures"- France



René Billaz

René BILLAZ est agronome, spécialisé en agronomie tropicale, ingénieur-docteur (physiologie végétale). 41 ans d'activités salariées entre 1957 et 1998, dont 14 dans le développement rural, à l'IRAM (Sénégal, Chili, Paris) et 27 dans la recherche, pour l'essentiel au CIRAD, dont il était directeur scientifique au moment de sa constitution (1985).

Depuis 1998 : activités diverses à Agropolis Museum et plusieurs ONG, Vice Président d'Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) depuis sa création (2004). Activités soutenues, à titre personnel, au Burkina Faso, depuis 2003 : Recherche Développement en zone subaride.



Akane Minohara

Akane Minohara is a Programme Officer for the Secretariat of the International Partnership for the Satoyama Initiative (IPSI), United Nations University Institute of Advanced Studies (UNU-IAS) in Yokohama, Japan. She received her master's degree in Biodiversity, Conservation and Management from the University of Oxford. She joined UNU-IAS in 2009 when the Satoyama Initiative was initiated, and has been committing herself to the development of the Initiative since then. Having spent her childhood in satoyama, a rural landscape in Japan where people live in harmony with nature, she enjoys working with diverse IPSI partners, currently as many as 105 organisations, conducting various activities to enhance people's livelihoods and biodiversity around the world. Since the Great East Japan Earthquake and Tsunami in March 2011, she has been actively involved in the restoration of disaster-affected areas in northeastern Japan to help rebuild local people's livelihoods in particular agriculture, forestry and fisheries.



Jose Antonio Villena Sierra

Born in Quito and raised in Ecuador and Spain. He is a PHD Candidate, lawyer and expert in international trade and development. His studies were held in the University of Salamanca, Spain and the Catholic University of Leuven, Belgium. His job experience covers the commercial relations between the Latin American region and the European Union,

the Balkans and the Middle East.

Mr. Villena Sierra is currently working as representative of "Corporación IG-DE" a non-profit organization focused on the importance of the Geographical Indications and Intellectual Property, as a tool for the development of the Latin American Economies.

He is also a teacher in different Latin American Universities and was one of the founders of the "European-Latin American Chamber of Commerce". His current project is about leading the integration process in South America, for the creation of a South American Community of Nations

Entretien avec D. Chardon, Président de Terroirs & Cultures International

« Les terroirs méritent de participer au défi de nourrir les humains et de défendre la culture alimentaire de chaque peuple »

Après les premières Rencontres Internationales en 2005 à l'UNESCO, vous organisez la 2ème édition le 1er décembre prochain, à nouveau au sein de cette institution internationale, est-ce un retour aux sources ?

Effectivement, il s'agit bien d'un retour aux sources ! Lors de ces premières Rencontres, nous avons posé les fondements de la Dynamique « Planète Terroirs » et adopté la Charte Internationale des Terroirs.

Depuis lors, trois Forums Internationaux ; l'initiation d'un réseau de terroir en Méditerranée ; notre participation aux Conférences Générales ; à de multiples interventions coordonnées auprès d'instances internationales n'ont cessé de mobiliser le Mouvement « Planète Terroirs ». Les liens que nous avons tissés avec l'UNESCO sont aujourd'hui solides. Je ne peux que me féliciter d'un tel partenariat. Je veux ici remercier ses responsables et en tout premier lieu sa Directrice Générale, Mme Irina Bokova. Nous espérons désormais obtenir une reconnaissance comme organisme ayant des relations opérationnelles. Je veux surtout souligner combien pendant ces premières années nous avons crédibilisé ce concept de terroir.

Un mot souvent galvaudé ! Bien commun de l'humanité, nous n'hésitons pas à l'intégrer dans la modernité. Nous avons démontré qu'il offrait une voie alternative de développement durable, respectueux des Hommes, de leurs savoirs et de leur dignité. Il permet d'initier du développement local et de la valeur ajoutée sans détruire les ressources et le milieu naturel. En respectant et en valorisant toutes les diversités et toutes les cultures !

Comme le dit souvent notre Vice-président, André Valadier : « Je suis fier de pouvoir témoigner aujourd'hui que « Planète Terroirs » a permis en de multiples points de remettre le terroir en culture ». Les problématiques posées au monde et les demandes qui nous sont exprimées nous confirment dans l'exigence d'avancer et nous confortent dans une volonté d'agir.

Comment faire face à l'immensité de la tâche ?

C'est vrai, nos moyens sont modestes. Mais nous avons le souci de répondre avec la force de l'expérience acquise et des compétences que nous rassemblons. Ainsi, nous venons de créer notre Institut de Formation Acteurs de Terroirs (IFAT). Ethiopiens, Libanais, Marocains, Hongrois ou encore Américains sont venus réfléchir avec nous pour mieux appréhender cette approche terroir. Et près de vingt cinq pays étaient représentés au Forum de Chefchaouen au Maroc. Nous avons aussi ces derniers mois engagé une présence renforcée sur le terrain en France et plus globalement en Méditerranée. Nous sommes auprès des acteurs locaux pour les appuyer dans leurs démarches.

Le terroir est une construction qui ne peut s'improviser.

De plus en plus des « architectes » se mobilisent pour « bâtir » avec nous. Mais nous avons tous besoin d'outils, de « cadres », de politiques locales et nationales, de reconnaissance mais aussi de croiser les expériences et d'une réflexion permanente....

L'organisation de nos deuxièmes Rencontres Internationales le 1er décembre vient renforcer ce travail de terrain.

Justement, quel en sera le thème ?

Dans le monde aujourd'hui, près d'un milliard de personnes souffrent de malnutrition : les $\frac{3}{4}$ sont des paysans ! La question de la nourriture des peuples, de la qualité de leur alimentation, de la souveraineté alimentaire des pays, des liens multiples noués entre alimentation, survie des populations, écosystème, maintien des diversités, préservation des cultures, est à ce titre un axe majeur de la dimension que Terroirs & Cultures International donne à son action. Face à cela, quelles contributions, l'approche terroir peut-elle apporter pour nourrir les Hommes en cultivant les diversités ? C'est à cette question que nous voulons apporter notre pierre. Aujourd'hui plus que jamais ce thème est essentiel. Une prise de conscience s'enclenche.

Comment cela se traduit-il?

Nous pensons au sein de notre mouvement que maintenir une agriculture familiale en lien avec des besoins locaux, un respect de la diversité biologique et culturelle peut être essentiel pour nourrir les populations des régions du monde le plus souvent handicapées.

De nombreuses questions restent bien sûr à résoudre afin que les terroirs puissent prendre une part active dans ce défi. Elles portent sur les modèles agro-écologiques pour associer durabilité, diversité et développement des territoires, ressources du milieu, biodiversité, systèmes de production/transformation, transports, etc, compte tenu aussi, bien sûr, du changement climatique. Celles concernant les modalités permettant aux cultures vivrières de devenir des produits de terroir sont également de taille. De même, l'importance des problèmes fonciers et de la surexploitation des sols, véritables limitations à toute dynamisation des territoires locaux sont à étudier. Elles nécessitent que les expériences soient identifiées afin d'ouvrir des pistes dans une mobilisation locale des territoires contre la faim, au travers d'une démarche de terroir ? Cela en lien avec la recherche et le monde scientifique car les terroirs ont besoin d'un certain progrès technique.

Les points à résoudre touchent également les modalités de mobilisation des terroirs et des communautés humaines notamment en termes de politiques locales, nationales et internationales, envisageables pour mettre en œuvre des solutions. Demeure également la nécessaire mobilisation des petits producteurs, acteurs incontournables des territoires et des démarches terroirs.

Il est également essentiel de voir dans quelles mesures nos réflexions peuvent « alimenter » les futures politiques face à de grandes échéances nationales et internationales à venir.

Demain, les Terroirs peuvent-ils nourrir le monde ?

Le lien à une terre, à une pratique et à un visage, la valorisation de l'origine et de l'infiniment petit, permettent la création d'une économie marchande. Au sein d'un village comme sur le marché mondial, elle est souvent essentielle pour la vie de multiples familles. Ne gaspillons pas cet atout.

Les terroirs sont d'abord des communautés humaines qui ont une histoire, des savoir-faire, des climats et une diversité biologique, végétale et animale qui sont de vraies richesses pour les hommes de ces territoires et pour l'humanité. Nous avons beaucoup travaillé avec nos deux Secrétaires Généraux Jacques Lefort et Claude Béranger, pour montrer la capacité de mobilisation des hommes à développer ces productions valorisant durablement les potentialités et les identités locales.

Il est essentiel de confronter les besoins alimentaires relatifs aux situations de sous-nutrition et/ou de malnutrition avec cette démarche terroir.

Celle-ci a permis de (re)localiser des filières de production/transformation et donc d'augmenter les valeurs ajoutées et les emplois de proximité tout en mettant sur le marché des produits de qualité marqués de cette identité et de cette typicité locale. Elle a été développée selon une logique agro-écologique s'appuyant sur les écosystèmes. Il nous faut réapprendre à gérer durablement les ressources naturelles en prenant en compte les pratiques et les savoir-faire locaux, les acquis scientifiques, mais également les ressources disponibles localement. Oui au nom de tout cela les terroirs méritent de participer au défi de nourrir les humains et de défendre la culture alimentaire de chacun.

Quels sont les objectifs et les résultats attendus de cette conférence ?

Comme toute conférence il y a d'abord un objectif de faire débat sur un thème qui se différencie des idées communément acquises. Y aurait-il une seule réponse à la question du « comment nourrir les peuples » et « fixer » les populations ? Faut-il penser uniquement quantitatif, et existe-t-il seulement une réponse technologique ? Or nous constatons une dégradation de notre environnement, une augmentation de la désertification, de la déforestation et de la « désagriculture ». Nous mesurons une perte des diversités et des cultures alimentaires. Et que dire du déplacement des populations, de l'accaparement intensif des terres au profit de groupes ou d'Etats ? Ils mettent ainsi sur le côté les paysans qui arrivaient jusqu'à présent à nourrir leur famille en respectant l'environnement, la saisonnalité et la tradition. Cette journée sera aussi l'occasion de mettre l'accent sur des expériences réussies. Nous attendons aussi de ces Rencontres le moyen de convaincre la recherche pour qu'elle s'investisse davantage encore dans des solutions alternatives.

Nous voulons enfin sensibiliser et mobiliser plus encore les Institutions Internationales tout comme les décideurs, du bien fondé de nos propositions alternatives afin que chacun s'inscrive dans un projet commun.

Bénéficiez-vous de soutiens spécifiques à l'élaboration de ces Deuxièmes Rencontres Internationales « Planète Terroirs » ?

Bien entendu, l'UNESCO et plus particulièrement la division des Sciences exactes et naturelles collaborent activement à notre réflexion pour cette journée. Nous menons un travail commun dans la recherche de nos intervenants et des différents axes vers lesquels s'orienteront ces prochaines Rencontres. Par ailleurs, nous bénéficions de deux partenariats essentiels. Le Ministère français de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire (MAAPRAT) avec lequel nous avons déjà établi de nombreuses collaborations. Il nous accorde son Haut Parrainage. Le second provient de l'Agence Française de Développement (AFD), après leur engagement à nos côtés sur le Forum de Chaouen, nous sommes à nouveau très fiers de bénéficier de leur soutien et de leur compétence. Monsieur Jean-Yves Grosclaude, Responsable du Département Technique Opérationnel à la Direction des Opérations, fera partie de nos intervenants pour apporter son regard et ses analyses. Enfin je tiens à signaler qu'un grand nombre d'institutions apporte leur soutien à cette journée comme la Chaire UNESCO « Alimentations du Monde », le Syal-ERG, le réseau MAB-France et bien d'autres encore. Je suis très satisfait et très reconnaissant qu'autant d'entités de renom se rallient à notre événement et au-delà à notre réflexion et notre mouvement, gage de la cohérence et de l'importance de la cause que nous défendons.

Entretien avec G. Kalonji, Sous Directrice Sciences exactes et naturelles UNESCO

« Les terroirs peuvent être un atout et une force face au défi alimentaire »

Entretien avec Mme Gretchen Kalonji ADG/SC conduit par les organisateurs des Deuxièmes Rencontres Internationales « Planète Terroirs » qui auront lieu le 1er décembre 2011 à l'UNESCO.

L'UNESCO apporte son soutien une nouvelle fois à cette Dynamique Planète Terroirs pour la tenue des deuxièmes Rencontres Internationales Planète Terroirs, six ans après le début de votre collaboration avec Terroirs & Cultures International dans ce domaine, quel bilan faites vous du partenariat engagé ? Quels en sont pour vous les points forts ?

L'UNESCO possède un portfolio très riche d'activités dans le domaine de la biodiversité et du développement durable qui traitent d'une manière intégrée toutes les questions liées à la conservation de la biodiversité. Couvrant les différents types d'écosystèmes de toutes les régions du monde, nos activités se focalisent sur l'identification et l'évaluation des connaissances scientifiques sur la biodiversité, leurs transfert auprès de la communauté politique, la mise en place de politiques scientifiques et d'éducation en faveur de la biodiversité et le développement de produits éducatifs et de communication ainsi que d'approches participatives afin que l'accès à la biodiversité soit équitable. Un des éléments principaux de la problématique biodiversité concerne la dimension culturelle. Bien que la biodiversité soit une source d'inspiration pour les cultures et pratiques locales liées à son utilisation et en même temps influencée par ces derniers, très souvent les aspects biologiques et culturels sont dissociés. Je suis convaincu que c'est à travers le savoir local, qu'un lien direct peut être établi entre diversité culturelle et diversité biologique. La manifestation d'une telle interaction est visible au sein des paysages bioculturels ou 'terroirs'. Nous reconnaissons l'action de l'association Terroirs & Cultures International pour montrer et valoriser la contribution des terroirs à la biodiversité et au développement durable.

Le concept «terroir» vous semble t-il aujourd'hui davantage reconnu au plan international? Comment peut-il répondre aux problématiques posées au monde, notamment en termes de durabilité et de développement économique? Quels en sont aujourd'hui selon vous ses atouts ?

Il ne s'agit pas d'un simple concept mais plutôt de toute une démarche. L'approche terroir implique une démarche conceptuelle et méthodologique, une reconnaissance de l'association intime entre des hommes et des paysages, pour donner des produits particuliers qui à la fois reflètent – et ne pourraient pas exister sans – nos cultures, tout en inscrivant cette démarche dans la durabilité. Dans le contexte actuel d'une économie globalisée qui cherche à revenir à des solutions décentralisées et locales, la démarche terroir représente une réponse concrète aux préoccupations liées à la crise alimentaire mondiale, la volatilité des prix des biens alimentaires, les réseaux adéquats des marchés locaux, et la contribution de la biodiversité à la mise en place de sociétés vertes – un des sujets phares de la Conférence des Nations Unies 20 ans après Rio qui aura lieu

en juin 2012. La démarche terroir est bien en conformité avec les enjeux de la conservation de la biodiversité. Porteurs de développement socio-économique des zones rurales et contributeurs à la sécurité alimentaire globale, les terroirs peuvent être un atout et une force face au défi alimentaire. Enfin, J'aimerais souligner que le terme terroir n'est pas le seul à indiquer une telle démarche, et que nous avons des approches similaires, et en fait toutes complémentaires entre elles, comme satoyama/satoumi, biocultural landscapes, territorios para el desarrollo sostenible, etc. De telles approches commencent à être connues et reconnues, grâce aussi à des initiatives internationales auxquelles l'UNESCO participe activement.

Quels «freins» faudrait-il lever pour permettre sa prise en compte plus globale et favoriser sa mise en œuvre dans le monde? N'y a-t-il pas des complémentarités à établir avec les autres agences des Nations Unies ?

Nous devons être cohérents avec nous-mêmes et – dans une démarche d'humanisation de la mondialisation – ne pas imposer à outrance des approches spécifiques comme solutions à tous les problèmes et pour toutes situations. L'UNESCO tient compte de la nécessité de mettre en place des solutions différentes à des problèmes différents et dans des situations culturellement différentes. Dans certaines situations, l'approche terroir peut répondre efficacement à des besoins locaux ; dans d'autres, la solution pourrait se situer au niveau, par exemple, des politiques nationales de planification du territoire, de formation de personnel spécialisé, de l'intégration de la science, la technologie et l'innovation aux politiques de développement durable, de l'éducation formelle... Je pense que dans ce sens-ci, la démarche terroir devrait être mieux intégrée à ces autres outils dont nous disposons pour promouvoir des solutions durables à l'utilisation du territoire, des ressources, de la biodiversité et des savoirs. Il est important de comprendre les facteurs et conditions politiques et sociaux qui font qu'un projet de terroir puisse fonctionner durablement. Toute politique d'aménagement est amenée à tenir compte de cette diversité de situations des exploitations et des terroirs, et il est de même important de construire un mouvement et un plan d'action pour valoriser les terroirs en tant que ressource pour l'humanité. Nous travaillons régulièrement avec d'autres partenaires du système ou non des Nations Unies tels que la FAO, le PNUE, le PNUD et l'UICN. Les questions liées à l'agriculture – qui est par définition un secteur multifonctionnel, et donc complexe, de par sa contribution à plusieurs services tels que la production de nourriture, la régulation du climat (dans des circonstances particulières), le tourisme, ... – nécessitent l'intervention de plusieurs secteurs et acteurs de notre société.

Au niveau international, ceci est démontré par l'Évaluation internationale de la contribution de la science et la technologie de l'agriculture au développement (IAASTD), menée entre 2004 et 2008 et coparrainé par la Banque Mondiale, l'UNESCO, la FAO, le PNUE, le PNUD, le FEM et l'OMS.

Cette nouvelle «Rencontre Internationale» va réfléchir à une question extrêmement difficile, celle de la nourriture des peuples. Les terroirs peuvent-ils répondre à un tel défi?

Les modèles d'agriculture industrielle ont atteint leurs limites, il est temps d'investir sérieusement dans des modèles plus durables. La nécessité d'adapter la démarche agroécologique en fonction des particularités et des réalités de terrain, la nécessité d'investir dans la recherche et le développement, la nécessité de définir le rôle des terroirs dans la construction d'une politique

alternative « durable » tout en protégeant les diversités et la durabilité des relations homme/nature avec tous les savoir-faire qui y sont liés et la nécessité de politiques publiques fortes en soutien aux exploitations familiales agricoles sont nécessaires pour atteindre les objectifs relatifs à la sécurité alimentaire. Grâce à son mandat, l'UNESCO est bien placée pour traiter ce genre de questions complexes en s'appuyant sur la transversalité entre problématiques éducatives, scientifiques et culturelles. L'UNESCO a engagé divers efforts pour maintenir des liens étroits de dialogue et de coopération sur ces différents sujets, aujourd'hui au cœur des préoccupations de la communauté internationale. L'UNESCO participe, du point de vue de son mandat et de ses compétences dans les domaines des sciences, de l'éducation et de la culture, à consolider un réseau international scientifique et éducatif centré sur les défis liés à la biodiversité, y compris l'agrobiodiversité.

Quelle suite envisagez-vous à cette deuxième Rencontre et plus globalement à votre partenariat avec Terroirs & Cultures International ?

Il est souhaitable que des démarches telles que l'approche terroir soient accompagnées par de véritables réseaux internationaux avec une participation équitable de toutes les régions et une représentativité de leurs spécificités culturelles, y compris sur le plan linguistique. A l'UNESCO, nous sommes convaincus que les différentes expériences et savoir-faire territoriaux dans le monde entier peuvent fournir des solutions à des problèmes tels que l'accès aux ressources et à la nourriture, une organisation sociale durable sur les plans culturel, économique, environnemental et social. Pour cela, il nous faut des initiatives et des réseaux crédibles sur le plan scientifique et fiables sur le plan de leur représentativité internationale. Je suis confiante que cette Journée des terroirs organisée par Terroirs & Cultures International en partenariat avec l'UNESCO contribuera à la diffusion de connaissances scientifiques et techniques sur les thématiques liées à l'agrobiodiversité, à la sensibilisation et l'animation des débats sur des questions stratégiques telles que la sécurité alimentaire mondiale.

Enfin, dans un contexte où un réseau international opérationnel d'acteurs de terroirs et de compétences est nécessaire afin de diffuser les savoirs et les expériences sur une filière de l'agrobiodiversité territorialisée et durable, la chaire UNESCO Alimentations du Monde (ADM), a été labélisée en mai dernier. Cette chaire qui a comme objectif de sauvegarder et de valoriser les patrimoines culturels alimentaires, permettra, grâce au programme Unesco/Unitwin, de relier les acteurs de la filière de l'agrobiodiversité à un réseau de visibilité internationale.

Entretien avec J-L Rastoin, Directeur de la Chaire UNESCO «Alimentations du Monde»

« Les atouts des produits de terroir sont à la fois économiques, sociaux et environnementaux »

Montpellier SupAgro vient de créer la Chaire Unesco en Alimentations du monde (ADM), vous en assurez la direction, quels en sont les objectifs? Pour quelles actions ?

L'objectif de cette Chaire est de contribuer à la construction de systèmes alimentaires plus durables dans le monde. Nous souhaitons faciliter les partenariats entre institutions d'enseignement supérieur et de recherche en France et dans le monde, notamment dans les pays méditerranéens. Cette nouvelle chaire travaillera en étroite collaboration avec la chaire Unesco « Sauvegarde et valorisation des patrimoines culturels alimentaires », récemment créée à l'Université François Rabelais de Tours. Labellisée par l'Unesco en mai 2011, la Chaire a pu débiter ses activités en septembre 2011 grâce au soutien actif d'Agropolis Fondation. Elle a mis en chantier, avec ses partenaires d'Agropolis International, un catalogue de formations par crédits d'enseignement, un module itinérant sur une approche stratégique de la sécurité alimentaire, la création d'un prix destiné à récompenser des travaux d'étudiants et un séminaire international multi-institutionnel et pluridisciplinaire sur le thème «Alimentation durable : un bien partagé ?» dont la première session se tiendra à Montpellier le 27 janvier 2012.

Elle apporte son soutien aux Deuxièmes «Rencontres Internationales Planète Terroirs», dans quel but? Quel est l'intérêt de ce partenariat avec Terroirs & Cultures International ?

La Chaire Unesco ADM constitue une plateforme collaborative en vue de faire progresser les connaissances et de diffuser les savoirs relatifs à la diversité des systèmes alimentaires dans le monde. A ce titre, et au-delà de son milieu «naturel» (l'enseignement supérieur et la recherche), elle est à l'écoute de l'ensemble des acteurs des systèmes alimentaires, et notamment ceux de la société civile et du mouvement associatif. L'action exemplaire de Terroirs et Cultures International pour la promotion d'un modèle alimentaire fondé sur la proximité et la qualité est une contribution majeure aux objectifs de la chaire ADM.

Au Forum Planète Terroir de Chefchaouen, vous avez présidé l'atelier «Les terroirs peuvent-ils contribuer à la sécurité et à la souveraineté alimentaire ? Quelle a été la teneur de la réponse?»

L'atelier a tiré deux conclusions principales. La première est l'existence d'un lien fort entre terroir et « sécurité alimentaire durable ». Le concept de terroir invite en effet à la fois à une consommation et à une production « durables ». ou administrations nationales et internationales, qu'au-delà de la biodiversité naturelle, il existe une biodiversité domestique et qu'au-delà de la diversité culturelle il existe une diversité des agrosystèmes et que toute cette diversité regroupée dans la notion de terroir doit être défendue et soutenue. Côté consommation, les produits de terroir apportent souvent un bénéfice santé

comme le montre l'exemple de la diète méditerranéenne. Côté production, les terroirs invitent à une agriculture et à un élevage cohérents avec l'écosystème. La seconde conclusion de l'atelier est que les terroirs sont porteurs de développement socio-économique des zones rurales et donc de stabilité, notamment dans les pays du Sud où le nombre de petites exploitations vivrières est considérable. Ils contribuent aussi à la sécurité alimentaire plus globale en apportant sur le marché des produits à forte typicité et valeur ajoutée, moins sensible à la volatilité des prix.

En quoi l'approche terroir vous paraît être aujourd'hui de nature à contribuer aux enjeux de l'alimentation des peuples et du maintien des diversités ?

Les atouts des produits de terroir, dans une perspective d'alimentation durable, sont à la fois économiques, sociaux et environnementaux. Tout d'abord ils génèrent un marché porteur, avec la double perspective de la consommation locale, par fidélité aux habitudes alimentaires et en réaction aux crises multiples, notamment sanitaires, qui touchent les filières agroindustrielles, et de l'exportation, en synergie avec les courants touristiques. Ensuite, une adéquation avec les enjeux de la protection de la biodiversité et de la gestion des ressources naturelles par la diversification des systèmes de production agricole et les itinéraires techniques, de santé publique par la qualité des produits, d'équité à travers l'impact en termes d'emplois et d'activités économiques sur les territoires, de mode de gouvernance participatif par la proximité.

Votre expérience vous a-t-elle amené à découvrir des exemples pour illustrer cela ?

Les exemples sont multiples dans les pays de l'Union européenne qui ont su bâtir des clusters appuyés sur le dispositif des indications géographiques (dont le nombre a franchi la barre des mille il y a quelques mois), à une grande échelle en termes de flux économiques comme les fromages Parmegiano Reggiano en Italie, Feta en Grèce ou Roquefort en France ou sur des micro-régions d'appellations de vins, de fromage ou d'autres spécialités (ainsi les huiles d'olive en France, Espagne, Italie, et de façon émergente au Maroc et en Tunisie.)



Entretien avec J-L Chauvel, éleveur, Président du CORAM

« Cette diversité regroupée dans la notion d terroir doit-être défendue et soutenue »

Depuis la première édition des Rencontres Internationales à l'UNESCO, vous soutenez l'association Terroirs & Cultures International. Quel est la motivation de votre engagement personnel ?

Dès les premiers échanges avec Dominique Chardon et André Valadier, j'ai trouvé dans l'objet de Terroirs & Cultures International ce qui me paraît essentiel pour la dynamisation de ce que à quoi je crois. La course au productivisme, l'accélération de la mondialisation et de la planification ont pour conséquence la dématérialisation de l'économie et la consommation de denrées anonymes. Il ne s'agit pas de sanctuariser des terroirs mais de valoriser les sources économiques issues des cultures transmises faites d'adaptation et d'optimisation. Savant équilibre entre les hommes, leur métier et leur milieu, la production identifiée est source de sécurité, de maintien des cultures et de relocalisation de valeur ajoutée pour ces terroirs.

Le collectif des races locales de massif est parrain de l'association depuis 2 ans. Pourquoi les races locales de massif s'impliquent dans la démarche ?

Même si la notion de terroir, le plus souvent attachée à des productions végétales, est de prime abord un peu abstraite pour le monde de l'élevage, beaucoup de points nous rapprochent. Si on regarde de près les systèmes d'élevage de massifs qui valorisent des races locales, on notera qu'ils utilisent toujours les ressources locales en calant leur cycle de production pour optimiser les disponibilités fourragère qui fluctuent selon les saisons. Dans ce cadre l'animal devient le trait d'union entre la plaine et la montagne, les vallées et les estives et les terroirs de massif doivent alors être raisonnés à l'échelle globale en mettant en avant la complémentarité entre les zones de plaines, le piémont et les estives. Et que dire de la vie, des produits typiques et de la culture autour de l'élevage de massif. Que l'on parte à la découverte de la vallée d'Ossau, du cirque de Gavarnie, du Beaufortain, des ballons des Vosges, de la Corse, du plateau de l'Aubrac, du village de Salers, ou de la citadelle de Sisteron, on vous accueillera toujours chaleureusement pour vous faire découvrir des fromages ou des viandes uniques, des modes de production modernisés mais toujours respectueux du patrimoine rural hérité des anciens (cayolards, burons et autres granges foraines) et une vie rurale organisée autour du rythme des saisons. Nous avons un intérêt mutuel à travailler ensemble : Notre élevage de montagne fait vivre et entretien un vrai terroir que parfois l'élevage en montagne, construit sur des modèles plus productiviste, peut fragiliser.

Les deuxièmes Rencontres Internationales auront lieu à l'UNESCO le 1er décembre prochain. Quels sont vos attentes sur cette conférence ?

Comme lors de la dernière édition du Forum « Planète Terroir » à Chefchaouen, notre souhait est d'échanger avec de nombreuses délégations étrangères sur

ce qui nous rapproche : la nécessité impérieuse de maintenir une agriculture familiale, des filières non délocalisables ancrées dans nos massifs et des productions de qualité vitrine de nos terroirs auprès de nos visiteurs, mais aussi à l'extérieur toute l'année. L'élevage de massif a encore de beaux jours devant lui : on ne produira jamais du lait ou de la viande dans les massifs comme en plaine. Les systèmes sont différents et ont chacun leur raison d'être. La conférence sera aussi un moyen de réaffirmer auprès des organisations ou administrations nationales et internationales, qu'au-delà de la biodiversité naturelle, il existe une biodiversité domestique et qu'au-delà de la diversité culturelle il existe une diversité des agrosystèmes et que toute cette diversité regroupée dans la notion de terroir doit être défendue et soutenue.

André Valadier, préface de L'Aubrac, la race d'un pays de résistants (C. Samson)

Des siècles durant, de génération en génération, au fil des saisons et des transhumances, la race bovine d'Aubrac et le territoire dont elle porte l'empreinte et le nom furent indissolublement liés. On ne savait pas jadis, on ne pouvait pas savoir, on ne voulait pas savoir lequel, par rétroaction, s'était identifié à l'autre.

C'est dans les années 1960 que le programme de recherches réalisé par le CNRS permet d'établir et de démontrer un certain nombre d'évidences. Partant d'un milieu naturel spécifique alliant et reliant le minéral, le végétal et l'animal, par troupeau interposé, nos ancêtres par leur savoir-faire et leur volonté assurent la ressource qui conditionne le peuplement. Les bœufs avec l'herbe pour carburant fournissent l'énergie, les vaches donnent partie de leur lait qui, transformé en fromage, se conserve en s'affinant. De l'ensemble du troupeau dépend la seule et unique fertilisation, On obtient ainsi durablement



les biens vivriers essentiels pour la vie et la survie des familles d'éleveurs qui œuvrent inlassablement par tous les temps. Au milieu du siècle dernier surgissent des évolutions qui interpellent et ébranlent un ordre établi qui apparaissait immuable. Cette situation n'est pas illogique compte tenu des pénuries antérieures, de l'avènement du moteur, des engrais chimiques et des grands modèles générés par les projets de l'industrie agro-alimentaire. Ces orientations, vu la conjoncture, ont leurs raisons d'être. Elles s'imposent, quelque peu propulsées par le plan Marshall venu des États-Unis. Elles constitueront par la suite les bases initiales de la politique agricole commune (PAC). C'est le temps où il semble que l'Aubrac n'a plus un grand avenir. Le bœuf de trait, le fromage, les couteaux devenus les piliers de son économie endogène s'effondrent tour à tour, entraînant

inexorablement la régression de la race locale. Lors d'un comice à Laguirole, le Directeur départemental de l'agriculture n'a-t-il pas déclaré qu'il n'y aurait bientôt plus que quatre races en France: deux pour le lait, deux pour la viande ? L'Aubrac ne sera plus admise au Salon de l'agriculture. Plus grave: ceux qui persévèrent n'ont plus accès aux crédits publics qui transitent par les prêts bonifiés. Parallèlement, un grand mouvement relayé par la profession pour faire progresser l'agriculture se met en marche; il favorise les schémas uniques diffusés en tous lieux et en tous temps.

A quelques exceptions près, l'Aubrac, dans un premier temps, ne fait pas obstruction. Mais après deux décennies, il s'avère que la PAC n'ayant modifié ni le climat, ni le relief ni la nature du sol, les retours issus des systèmes très intensifs ne sont pas souvent à la hauteur des performances et autres objectifs programmés et projetés. Prenant appui concrètement sur des constats grandeur nature qui ont renforcé les convictions, ce territoire qui veut rester acteur et non simple support décide de refaire le cap.

« UNE TRADITION, SANS MODERNITE, EST STERILE, UNE MODERNITE SANS TRADITION EST AVEUGLE »

C'est alors que, dans les années 1975-80, une prise de conscience collective s'affirme sur l'Aubrac : « on ne peut valablement assurer l'avenir économique

d'un territoire de montagne sans revenir à des systèmes montagnards. Pour cela, il faut sans doute laisser tomber un peu le prêt-à porter et, avec le patrimoine en référence, revenir à plus de sur-mesure ». C'est ce qui a été fait sans parti pris en sollicitant les appuis scientifiques, dans un but de sauvegarde, de



relance et de partage animé par un état d'esprit totalement en phase avec la déclaration des philosophes : « Une tradition sans modernité est stérile, une modernité sans tradition est aveugle ». Les pages qui suivent, par le texte et les photos, relatent, décrivent et illustrent, avec talent et précision, ce qu'est l'impact d'un panier de bienfaits qui, par extension immatérielle, donne une plus-value au panier de biens, lequel, prenant en compte les besoins, garantit strictement les normes de mise en marché. La race d'Aubrac s'est insérée avec succès dans ce mouvement évolutif marqué par le fait que d'autres éleveurs, les consommateurs, les touristes ne sont pas insensibles à toutes les valeurs qui ne se mesurent pas mécaniquement, répondant en l'occurrence aux désirs, aux exigences, aux aspirations. Autant de points qui auront un retentissement dynamique sur le partage, les échanges, les intérêts réciproques ; donc, sur l'économie rurale. De surcroît, il est aisé de démontrer en Aubrac que, au-delà des qualités d'élevage, les cahiers des charges attachés aux signes distinctifs (Label Rouge, IGP, Bio, AOP) sont, par interaction, bienfaisants pour l'environnement, les paysages, la biodiversité, le tourisme, la gastronomie. Petite parcelle de la planète, nous sommes bien sur un territoire qui, progressivement, retrouve les fondements d'un véritable terroir, concept qu'il s'est efforcé vaillamment, parfois à contre-courant, de remettre en culture. Chacun sait que la race d'Aubrac reste et restera un axe majeur et emblématique de cette démarche. L'auteur de cet ouvrage, avec son professionnalisme, sa sensibilité et sa connaissance du milieu va nous permettre d'en savoir un peu plus. Les aubracs, nous dit-on, « ont plus de regard que d'autres vaches » : nul ne le conteste. Mais c'est à la lecture attentive du texte de Catherine Samson -je la remercie très vivement pour cela- que nous allons découvrir pourquoi ces belles vaches ne sont pas là uniquement pour leurs beaux yeux. Avec les sentiments reconnaissants de tous ceux qui œuvrent solidairement pour sauvegarder et partager un potentiel de ressources territoriales qui devraient être renforcées dans leur ancrage et leur mise en valeur par le futur Parc Naturel Régional.

Nos partenaires

UNESCO

Terroirs & Cultures International collabore depuis de très nombreuses années avec l'UNESCO, régulièrement plusieurs évènements sont organisés, permettant de mettre en avant le travail collaboratif des deux organisations. L'acquisition du Haut patronage lors de nos Forums internationaux montre combien la vision et le dynamisme de notre association est actuelle, s'inscrivant entièrement dans la politique menée par l'Organisation onusienne.



Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire.



Les Deuxièmes Rencontres Internationales «Planète Terroirs» ont l'honneur de bénéficier du Haut Parrainage du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire. Cette institution représente l'un de nos principaux partenaires et un soutien incontestable à notre mouvement.

Agence Française de Développement

Institution financière publique, l'Agence Française de Développement lutte contre la pauvreté, soutient la croissance économique et participe à la valorisation des biens publics mondiaux dans les pays en développement, les pays émergents et l'Outre-mer. Notre association compte depuis de nombreuses années l'AFD comme l'un de ses partenaires de premier plan.



Chaire UNESCO «Alimentations du monde»

Les activités de la chaire «Alimentations Du Monde» s'articulent autour de trois concepts : le droit à l'alimentation, la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire. L'objectif de la chaire est de contribuer à la construction de systèmes alimentaires plus durables dans le monde. Dans cette perspective, la chaire développera une base de connaissance en mobilisant les recherches des laboratoires en sciences biotechniques et en sciences sociales de son réseau Unitwin.



oriGIn

Organization for an International
Geographical Indications Network

OriGIn

OriGIn, l'Organisation pour un Réseau International d'Indications Géographiques, est une ONG basée en Suisse représentant 200 organisations et plus de 2 millions de producteurs d'IG, de quelques 40 pays. Les Indications Géographiques (IG) assurent et préservent la qualité et la réputation des produits de « terroir ».

Agropolis International

La plus grande communauté scientifique mondiale, à Montpellier en région Languedoc-Roussillon, dans les domaines agriculture, alimentation, biodiversité, environnement

AGROPOLIS INTERNATIONAL

CIRAD



Le Cirad est un centre de recherche français qui répond, avec les pays du Sud, aux enjeux internationaux de l'agriculture et du développement.

ERG - SYAL

L'ERG SYAL (European Research Group) a été créée en janvier 2008 à l'issue de l'atelier sur les Syal tenu à Collecchio –Italie (12-14 décembre 2007 – Déclaration de Parme) pour promouvoir la recherche sur les Systèmes Agroalimentaires Localisés (Syal) au niveau européen.



mais aussi...



Nos partenaires financiers



Nos partenaires institutionnels



Organization for an International
Geographical Indications Network



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Chaire UNESCO
en alimentations du monde
France



Centre international
d'études supérieures
en sciences agronomiques



et l'aimable soutien financier de



**Terroirs
&
Cultures
International**



Terroirs & Cultures International
2bis rue Jules Ferry
34000 Montpellier - France
contact@terroirsetcultures.org
tel : + 33 4 67 63 37 95

www.terroirsetcultures.org
www.planete-terroirs.org
www.rencontresinternationales2011.org